

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 936)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 22 maggio 1980
(V. Stampato n. 1020)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia
(MORLINO)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 24 maggio 1980*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione di assistenza giudiziaria in materia civile tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione di assistenza giudiziaria in materia civile tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 24 della Convenzione stessa.

CONVENTION

sur l'entraide judiciaire en matière civile

entre

la République Italienne

et la République Populaire Hongroise

Le Président de la République Italienne et le Conseil présidentiel de la République Populaire Hongroise, désirant régler entre les deux Etats l'entraide judiciaire en matières civile, commerciale et de droit de famille, ont convenu de conclure à ce sujet une convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République Italienne

S. E. Francesco Paolo BONIFACIO, Ministre de la Justice,

le Conseil présidentiel de la République Populaire Hongroise

S. E. Mikali KOROM, Ministre de la Justice

lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

(*Libre accès aux Tribunaux*).

/1/Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les nationaux en matière judiciaire, civile, commerciale et de droit de famille. Dans ce but ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et ils pourront ester en justice aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux.

/2/ Il ne pourra être imposé aux ressortissants de chacune des Parties Contractantes, ayant leur domicile ou leur résidence habituelle dans le territoire de l'une des dites Parties, ni caution, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raisons soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le Pays.

/3/ Les dispositions précédentes s'appliquent aussi aux personnes morales constituées selon les lois d'une des Parties Contractantes et dont le siège se trouve sur le territoire de cette dernière.

Article 2.

(*Définitions*).

Pour « tribunaux » aux sens de la présente Convention, on entend toute autorité, quelle que soit sa dénomination, compétente en matière civile, commerciale et de droit de famille.

Article 3.

(*Objet de l'entraide judiciaire*).

/1/ Les tribunaux des Parties Contractantes se prêteront une entraide judiciaire dans les matières visées par la présente Convention.

/2/ L'entraide judiciaire porte sur l'exécution d'actes de procédure, ainsi, particulièrement, sur la signification de pièces, l'audition des témoins et d'experts et l'envoi de preuves matérielles et de pièces.

Article 4.

(*Refus d'entraide judiciaire*).

/1/ Le tribunal requis pourra refuser d'exécuter une demande d'entraide judiciaire si, d'après la loi de son pays, celle-ci n'est pas de sa compétence, si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou si elle est contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat où elle doit avoir lieu.

/2/ Le refus n'est pas admis pour la seule considération que l'action en justice est fondée sur des principes de droit inconnus par la législation de la Partie requise.

Article 5.

(*Transmission des demandes d'entraide judiciaire*).

Les tribunaux des Parties Contractantes transmettront leurs demandes d'entraide judiciaire par la voie de leurs Ministères de la Justice.

Article 6.

(*Transmission des pièces judiciaires et extra-judiciaires*).

/1/ Les pièces judiciaires et extra-judiciaires, destinées à des personnes résidant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes seront transmises par la voie visée à l'article précédent.

/2/ Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les Parties Contractantes de faire parvenir directement, par le canal de leurs représentants diplomatiques ou consulaires, des pièces judiciaires destinées à leurs propres ressortissants, pourvu que ceux-ci ne soient pas en même temps ressortissants de l'autre Parties Contractante.

Article 7.

/1/ Les pièces judiciaires et extra-judiciaires devront être accompagnées d'un bordereau précisant, selon le cas:

- a/ l'autorité de qui émane la pièce;
- b/ la nature de la pièce à remettre;
- c/ les noms et qualités des parties;
- d/ le nom et adresse du destinataire.

/2/ Le bordereau sera rédigé dans la langue de la présente Convention ou sera accompagnée d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par les autorités de l'Etat requérant. Pour la traduction des pièces accompagnant le bordereau s'appliquent les dispositions de l'article 8.

Article 8.

(*Signification des pièces*).

/1/ Si la pièce à signifier a été rédigée dans la langue du tribunal requis ou une traduction dans cette langue y a été jointe, le tribunal requis exécutera la signification en appliquant ses propres règles juridiques.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

/2/ En dehors des cas indiqués à l'alinéa 1, la pièce ne devra être signifiée au destinataire que dans le cas où il l'accepte de son gré.

/3/ La traduction mentionnée à l'alinéa 1 doit être une traduction effectuée par un organe autorisé ou traducteur assermenté d'une des Parties Contractantes.

/4/ Le tribunal requis peut exécuter la signification sur demande du tribunal requérant, aussi selon le procédé spécial désiré par ce dernier, lorsque ce n'est pas contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat du tribunal requis.

Article 9.

Lorsque l'adresse de la personne à intendre ou à laquelle la pièce doit être signifiée n'a pas été indiquée exactement ou a été incorrecte, le tribunal requis établira, si possible, l'adresse correcte.

Article 10.

La preuve de la signification se fera au moyen d'un récépissé daté, muni de la signature de la personne ayant fait la signification et du réceptionnaire, ainsi que du sceau du tribunal autorisé à exécuter la signification ou par un certificat du tribunal mentionné indiquant le lieu, la manière et la date de la signification.

Article 11.

La remise des pièces judiciaires et extra-judiciaires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais.

Article 12.

(*Transmission et exécution des commissions rogatoires*).

/1/ Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, seront exécutées par les tribunaux.

/2/ Elles seront transmises par la voie visée à l'article 5.

/3/ Si le tribunal requis est incomptént, il transmettra d'office la commission rogatoire au tribunal compétent et en informera immédiatement le tribunal requérant.

/4/ Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté pour les Parties Contractantes de faire exécuter directement par leurs représentants diplomatiques ou consulaires, les commissions rogatoires relatives à l'audition de leurs ressortissants, pourvu que ceux-ci ne soient pas en même temps ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Article 13.

Les commissions rogatoires devront être accompagnées d'une traduction dans la langue de la présente Convention, effectué par un organe autorisé ou un traducteur assermenté d'une des Parties Contractantes.

Article 14.

/1/ Le tribunal requis, dans l'exécution des commissions rogatoires, applique la législation de son pays.

/2/ Toutefois, sur demande expresse du tribunal réquerant, le tribunal requis devra:

a/ exécuter la commission rogatoire selon les formes précisées par le tribunal réquerant, si celles-ci ne sont pas contraires à la législation de son pays;

b/ informer, en temps utile, le tribunal réquerant de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéressées puissent y assister, dans le cadre de la législation de la Partie Contractante requise.

Article 15.

L'exécution des commission rogatoires ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais, sauf en ce qui concerne les honoraires d'experts.

Article 16.

(*Exécution de décisions rendues au sujet de frais*).

/1/ Si la partie exempte, en vertu du paragraphe 2 de l'article premier, du dépôt d'une caution judicatum solvi a été obligée par une décision définitive et exécutoire à payer les frais de la procédure, les dispositions des articles 18 et 19 de la Convention relative à la procédure civile faite à La Haye le 1^{er} Mars 1954 seront appliqués à l'exécution de cette décision sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

/2/ La demande d'equatuer devra être présentée au tribunal saisi en première instance, qui la transmettra, par la voie visée à l'article 5 de la présente Convention, au tribunal compétent de l'autre Partie Contractante.

Article 17.

(*Assistance judiciaire gratuite*).

/1/ L'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite est réglée par les dispositions des articles 20 à 22 et 24 de la Convention relative à la procédure civile faite à La Haye le 1^{er} Mars 1954.

/2/ Lorsque la partie demandant l'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite ne se trouve pas dans le pays où l'assistance judiciaire gratuite devrait être octroyée, elle pourra aussi présenter sa demande au tribunal compétent selon son domicile ou sa résidence habituelle. Ce tribunal transmettra la demande par la voie visée à l'article 5 de la présente Convention au tribunal compétent de l'autre Partie Contractante.

Article 18.

(*Exemption de légalisation*).

Les actes établis dans la forme prescrite par l'autorité compétente d'une des Parties Contractantes dans sa juridiction ou les actes légalisés et munis d'un sceau officiel pour se servir de ces actes sur le territoire de l'autre Partie Contractante sont exempts de toute forme de légalisation diplomatique ou consulaire.

Article 19.

(*Echange d'actes d'état civil*).

/1/ Les Parties Contractantes s'enverront réciproquement, une fois par an, sans droits et taxes, les actes de l'état civil se rapportant à la naissance, au mariage et au décès des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

/2/ Lorsque l'autorité de l'état civil d'une des Parties Contractantes inscrit ultérieurement ou rectifie au registre de l'état civil une donnée concernant l'état civil d'un ressortissant de l'autre Partie Contractante, l'acte contenant l'inscription ultérieure ou rectification devra aussi être envoyé à cette dernière.

/3/ Les Parties Contractantes s'envoient réciproquement une copie authentique des arrêts rendus par leurs tribunaux, concernant l'état civil des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Article 20.

Les autorités de l'état civil de chaque Partie Contractante enverront à l'autorité de l'autre Partie Contractante les actes de l'état

civil concernants leurs nationaux ou les ressortissants d'autres pays, établis sans droits et taxes, demandés pour un usage officiel. Le but de l'usage doit être dûment indiqué dans la demande.

Article 21.

L'envoi ou l'obtention des actes mentionnés aux articles 19 et 20 se fait par voie diplomatique ou consulaire, et il n'est pas nécessaire d'y joindre une traduction.

Article 22.

(*Echange d'informations juridiques*).

Les Ministères de la Justice des Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, sur demande, tout renseignement juridique nécessaire à l'application de la présente Convention, ainsi que toute autre information sur les dispositions de loi en vigueur.

Article 23.

(*Dispositions finales*).

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Article 24.

/1/ La présente Convention entrera en vigueur après 30 (trente) jours à compter de l'échange des instruments de ratification et perdra sa vigueur après une année à compter de la date à laquelle une des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

/2/ A la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention cesseront d'avoir effet: la Convention faite à Rome le 6 avril 1922 sur la protection réciproque des ressortissants, ainsi que les Déclarations faites à Rome le 29 septembre 1883 et à Vienne le 16 octobre 1883 sur la communication réciproque des extraits de registre de l'état civil et des actes de naturalisation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont apposé leurs signatures et leurs sceaux à la présente Convention.

Fait à Budapest, le 26 Mai 1977, en double exemplaire en langue française.

Au nom
de la République
Italienne

Au nom
de la République Populaire
Hongroise

N. B. . *Traduzione non ufficiale*

CONVENZIONE

sull'assistenza giudiziaria in materia civile

t r a

la Repubblica Italiana

e la Repubblica Popolare Ungherese

Il Presidente della Repubblica Italiana e il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese, desiderando regolamentare tra i due Stati l'assistenza giudiziaria reciproca in materia civile, commerciale e di diritto di famiglia, hanno convenuto di concludere a tale proposito una Convenzione e hanno designato a tal fine come loro Plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica Italiana:

S. E. Francesco Paolo BONIFACIO, Ministro della Giustizia

Il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese:

S. E. Mikali KOROM, Ministro della Giustizia

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

ART. 1.

(Libero accesso ai tribunali).

- 1) I cittadini di ciascuna delle Parti Contraenti godranno sul territorio dell'altra Parte dello stesso trattamento di cui godono i

nazionali in materia giudiziaria civile, commerciale e di diritto di famiglia. A tal fine essi potranno accedere liberamente e senza difficoltà ai tribunali e stare in giudizio alle stesse condizioni e con le stesse modalità dei nazionali.

2) Nessuna cauzione, o deposito, sotto qualsivoglia denominazione potranno essere imposti ai cittadini di ciascuna delle Parti Contraenti, aventi il proprio domicilio o la propria residenza abituale sul territorio di una delle suddette parti, o in ragione della loro qualità di stranieri o per difetto di domicilio o di residenza nel Paese.

3) Le disposizioni precedenti si applicano anche alle persone giuridiche costituite secondo le leggi di una delle Parti Contraenti e la cui sede si trovi sul territorio di detta Parte.

ART. 2.

(*Definizioni*).

Per « tribunali » ai sensi della presente Convenzione, si intendono tutte le autorità competenti in materia civile, commerciale e di diritto di famiglia, quale che sia la loro denominazione.

ART. 3.

(*Oggetto dell'assistenza giudiziaria*).

1) I tribunali delle Parti Contraenti si presteranno assistenza giudiziaria reciproca nelle materie di cui alla presente Convenzione.

2) L'assistenza giudiziaria reciproca riguarda l'esecuzione di atti procedurali e in particolare la notifica di documenti, l'audizione di testi e di consulenti e l'invio di prove materiali e di documenti.

ART. 4.

(*Rifiuto di assistenza giudiziaria*).

1) Il tribunale richiesto potrà rifiutarsi di eseguire una richiesta di assistenza giudiziaria se, in base alla legge del suo Paese, questa non è di sua competenza, o se essa è di natura tale da ledere la sovranità e sicurezza, oppure se è contraria ai principi generali della legislazione dello Stato in cui deve avere esecuzione.

2) Il rifiuto non è ammesso per la sola considerazione che l'azione in giudizio è fondata su principi di diritto sconosciuti alla legislazione della Parte richiesta.

ART. 5.

(*Trasmissione di domande di assistenza giudiziaria*).

I tribunali delle Parti Contraenti trasmetteranno le proprie domande di assistenza giudiziaria per il tramite dei rispettivi Ministeri della giustizia.

ART. 6.

(*Trasmissione di atti giudiziari ed extra-giudiziari*).

1) Gli atti giudiziari ed extra-giudiziari, destinati a persone residenti sul territorio di una delle Parti Contraenti saranno trasmessi per le vie di cui all'articolo precedente.

2) Le disposizioni del presente articolo non escludono la facoltà per le Parti Contraenti di fare pervenire direttamente, per il tramite dei propri rappresentanti diplomatici o consolari, gli atti giudiziari destinati ai propri cittadini purché questi non abbiano contemporaneamente la cittadinanza dell'altra Parte Contraente.

ART. 7.

1) Gli atti giudiziari ed extra-giudiziari dovranno essere accompagnati da una nota che precisi, a seconda dei casi:

- a) l'autorità da cui emana l'atto;
- b) la natura dell'atto da consegnare;
- c) i nomi e le qualità delle parti;
- d) il nome e l'indirizzo del destinatario.

2) La nota sarà redatta nella lingua della presente Convenzione o sarà accompagnata da una traduzione in questa lingua, certificata conforme dalle autorità dello Stato richiedente. In merito alla traduzione degli atti allegati alla nota si applicano le disposizioni dell'articolo 8.

ART. 8.

(*Notifica degli atti*).

1) Se l'atto da notificare è stato redatto nella lingua del tribunale richiesto o ad esso è stata allegata una traduzione in tale lingua, il tribunale richiesto eseguirà la notifica applicando le disposizioni al riguardo del proprio ordinamento.

2) Ad eccezione dei casi indicati al comma 1, l'atto dovrà essere notificato al destinatario solo nel caso in cui egli lo accetti volontariamente.

3) La traduzione di cui al comma 1 deve essere effettuata da un organismo autorizzato o da un traduttore giurato di una delle Parti Contraenti.

4) Il tribunale richiesto può, su domanda del tribunale richiedente eseguire la notifica anche secondo la procedura speciale desiderata da quest'ultimo, quando ciò non sia contrario ai principi generali della legislazione dello Stato del tribunale richiesto.

ART. 9.

Qualora l'indirizzo della persona da interrogare o alla quale l'atto deve essere notificato non è indicato in maniera precisa o sia inesatto, il tribunale richiesto accerterà, se possibile, l'indirizzo esatto.

ART. 10.

L'attestazione di notifica si farà per mezzo di una ricevuta datata, corredata dalla firma della persona che ha effettuato la notifica e del destinatario, nonché del timbro del tribunale autorizzato ad eseguire la notifica oppure da un certificato del suddetto tribunale che indichi il luogo, la modalità e la data della notifica.

ART. 11.

La consegna degli atti giudiziari ed extra-giudiziari non darà luogo a rimborso di alcuna spesa.

ART. 12.

(*Trasmissione ed esecuzione delle commissioni rogatorie*).

1) Le commissioni rogatorie da eseguirsi sul territorio di una delle Parti Contraenti, saranno eseguite dai tribunali.

2) Esse saranno trasmesse per la via di cui all'articolo 5.

3) Ove il tribunale richiesto sia incompetente, esso trasmetterà d'ufficio la commissione rogatoria al tribunale competente e ne informerà immediatamente il tribunale richiedente.

4) Le disposizioni del presente articolo non escludono la facoltà per le Parti Contraenti di fare eseguire direttamente dai loro rappresentanti diplomatici o consolari, le commissioni rogatorie relative all'audizione dei propri cittadini, purché questi ultimi non siano al tempo stesso cittadini dell'altra Parte Contraente.

ART. 13.

Le commissioni rogatorie dovranno essere accompagnate da una traduzione nella lingua della presente Convenzione, effettuata da un organo autorizzato o da un traduttore giurato di una delle Parti Contraenti.

ART. 14.

1) Il tribunale richiesto, nella esecuzione delle commissioni rogatorie, applica le leggi del proprio Paese.

2) Tuttavia, su espressa richiesta del tribunale richiedente, il tribunale richiesto dovrà:

a) eseguire la commissione rogatoria secondo le forme precise dal tribunale richiedente, se queste non sono contrarie alla legislazione del suo paese;

b) informare, in tempo utile, il tribunale richiedente della data e del luogo in cui si procederà all'esecuzione della commissione rogatoria, affinché le parti interessate possano assistervi, compatibilmente con le leggi della Parte Contraente.

ART. 15.

L'esecuzione delle commissioni rogatorie non darà luogo al rimborso di alcuna spesa, tranne per quanto attiene agli onorari di consulenti.

ART. 16.

(*Esecuzione di decisioni adottate per quanto concerne le spese*).

1) Ove la parte esonerata, in virtù del paragrafo 2 dell'articolo primo, dal deposito di una cauzione *judicatum solvi* sia stata obbligata da una decisione definitiva ed esecutiva a pagare le spese processuali, si applicheranno all'esecuzione di tale decisione, sul territorio dell'altra Parte Contraente, le disposizioni degli articoli 18 e 19 della Convenzione sulla procedura civile, fatta all'Aja il 1º marzo 1954.

2) La domanda di *exequatur* dovrà essere presentata al tribunale adito in prima istanza, che la trasmetterà per la via prevista dall'articolo 5 della presente Convenzione, al tribunale competente dell'altra Parte Contraente.

ART. 17.

(*Assistenza giudiziaria gratuita*).

1) L'ammissione al beneficio dell'assistenza giudiziaria gratuita è regolata dalle disposizioni degli articoli 20, 21, 22 e 24 della Convenzione relativa alla procedura civile, fatta all'Aja il 1º marzo 1954.

2) Quando la parte che richiede l'ammissione al beneficio della assistenza giudiziaria gratuita non si trova nel paese in cui l'assistenza giudiziaria gratuita dovrebbe essere concessa, essa potrà anche presentare la propria domanda al tribunale che sarebbe competente in base al proprio domicilio o residenza abituale. Tale tribunale trasmetterà la domanda, per la via di cui all'articolo 5 della presente Convenzione, al tribunale competente dell'altra Parte Contraente.

ART. 18.

(*Esecuzione della legalizzazione*).

Gli atti redatti nella forma prescritta dall'autorità competente di una delle Parti Contraenti nella propria giurisdizione o gli atti legalizzati e muniti di un timbro ufficiale per essere utilizzati sul territorio dell'altra Parte Contraente, sono esenti da ogni forma di legalizzazione diplomatica o consolare.

ART. 19.

(*Scambio di atti di stato civile*).

1) Le Parti Contraenti si invieranno reciprocamente, una volta all'anno, senza pagamento di diritti o tasse, gli atti di stato civile relativi alla nascita, al matrimonio o al decesso dei cittadini dell'altra Parte Contraente.

2) Quando l'autorità di stato civile di una delle Parti Contraenti iscrive successivamente o rettifica nel registro dello stato civile un

dato concernente lo stato civile di un cittadino dell'altra Parte Contraente, l'atto contenente l'iscrizione successiva o la rettifica dovrà essere inviato anch'esso a quest'ultima.

ART. 20.

Le autorità di stato civile di ciascuna Parte Contraente invieranno all'autorità dell'altra Parte Contraente gli atti di stato civile concernenti i propri cittadini o i cittadini di altri Paesi, redatti senza pagamento di diritti e tasse, richiesti per uso ufficiale. Il motivo dell'uso deve essere debitamente indicato nella domanda.

ART. 21.

L'invio o la ricezione degli atti citati negli articoli 19 e 20 avviene per via diplomatica o consolare, senza che necessiti allegare una traduzione.

ART. 22.

(Scambio di informazioni giuridiche).

I Ministeri della giustizia della Parti Contraenti si impegnano a comunicarsi reciprocamente, su domanda, ogni informazione giuridica necessaria all'applicazione della presente Convenzione, nonché ogni altra informazione sulle disposizioni di legge in vigore.

ART. 23.

(Disposizioni finali).

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica verranno scambiati a Roma il più presto possibile.

ART. 24.

1) La presente Convenzione entrerà in vigore dopo 30 (trenta) giorni dallo scambio degli strumenti di ratifica e cesserà di avere vigore dopo un anno a partire dalla data in cui una delle Parti Contraenti l'avrà denunciata.

2) Alla data di entrata in vigore della presente Convenzione cesseranno di aver vigore: la Convenzione fatta a Roma il 6 aprile

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

1922 sulla protezione reciproca dei cittadini nonché le Dichiarazioni fatte a Roma il 29 settembre 1883 e a Vienna il 16 ottobre 1883 sulla comunicazione reciproca degli estratti dal registro di stato civile e degli atti di naturalizzazione.

In fede di che i Plenipotenziari hanno apposto le loro firme e i loro sigilli alla presente Convenzione.

Fatto a Budapest, il 26 maggio 1977, in duplice esemplare in lingua francese.

In nome
della Repubblica Italiana

In nome
della Repubblica Popolare
Ungherese